

# Nouvelhebdo

Politique | Economie | Sciences & Technologies • Du 02 au 08 Août 2016 • N° 16 • Prix : 1000 Fcfa

## UN ROI POUR LA RÉPUBLIQUE

POLITIQUE

**ENDETTEMENT  
PUBLIC**

UNE VIABILITÉ  
VULNÉRABLE

ECONOMIE

**PETRO-TIM**

LA BOMBE  
SILENCIEUSE



PHOTO MONTAGE



POLITIQUE

**OUSMANE  
SONKO**  
AUDACE  
ET RISQUES

### LA GRANDE ENQUÊTE



SUR LES TRACES  
D'UN EX COURTIER  
DE LA MAFIA  
AU SÉNÉGAL



## NOUVEAU MAGAZINE

### POLITIQUE / ECONOMIE SCIENCES & TECHNOLOGIES LEADERSHIP



## EDITORIAL



### La fin et les moyens

Par Momar DIENG

Chacun peut s'efforcer d'avoir son opinion sur les soubresauts autour de la «suspension» d'Ousmane Sonko, président du parti «Pastef». Les patriotes, du corps des inspecteurs des impôts et domaines auquel il appartient. L'Homme ne laisse point indifférent tant la qualité de ses interventions et prises de position publiques démontre dans le ciel peu talentueux du landerneau politique sénégalais. Ce que fait Sonko au service du pays et de la nation, il y a très peu d'hommes politiques qui sont capables de s'y soumettre avec la rigueur et l'intelligence dont use ce fonctionnaire.

Toutefois, il y a quelque chose de très gênant – pour ne pas dire inacceptable – dans l'attitude de cet homme politique que l'on classerait aisément, pour le moment, dans la catégorie des leaders émergents. C'est l'amalgame substantiel qu'il organise entre son statut public de fonctionnaire de l'Etat et son engagement personnel comme acteur politique. Cette (confusion) de deux casquettes est assez fâcheuse car, au fond, elle pose un problème éthique fondamental. Peut-on, doit-on se servir d'informations puisées dans l'exercice de ses fonctions et dans le privilège d'une station qu'il n'est pas donné à chaque citoyen d'atteindre pour ensuite en faire l'exploitation politique au profit de soi-même et de l'association privée que l'on dirige ?

On nous répondrait facilement que Sonko, en faisant ce choix là – si c'en est un – agit en patriote soucieux du présent et du devenir du pays qu'il aspire à diriger un jour. Soit ! On nous répondrait également que les actes qu'il a posés et qui lui valent la suspension que voilà ne sont en rien contradictoires avec l'éthique de ses fonctions à la direction générale des impôts et domaines. Soit ! Mais alors, il faudrait convoquer impérativement d'autres principes comme celui de responsabilité ou celui d'assumer jusqu'au bout les choix que l'on fait. La fin ne peut justifier n'importe quel moyen... Il n'échappe à personne, au Sénégal et dans le monde, que la politique est avant tout l'expression d'une ambition personnelle pour son pays ; ce qui est tout à fait noble. C'est pourquoi, dans les démocraties qui sont largement en avance sur la nôtre, les hauts fonctionnaires et autres cadres du secteur privé désireux de s'engager en politique démissionnent de leurs fonctions, abandonnent privilèges et avantages, et prennent le grand large des incertitudes auxquelles ce «métier» - la politique - peut confier parfois, mais en en récoltant les bénéfices éventuels. Il est vrai que, dans des cas pareils, les moyens de survie prennent une place essentielle...

## SOMMAIRE

### POLITIQUE ▶

**Macky Sall**  
Un roi pour la République

**Ousmane Sonko**  
Audace et risques

**Chronique d'Adama Goye**  
Le brin d'alamette

**Pages 5/15**

### ECONOMIE ▶

**Endettement du Sénégal**  
Une viabilité vulnérable à 3000 milliards Cfa

**Petro-Tim**  
La bombe silencieuse

**La chronique de M. Sy Albert**  
La génération de l'émergence à l'épreuve

**Pages 16/22**

### SOCIÉTÉ ▶

**Feux sur Pikine**  
Zone de transit devenue département surpeuplé

**Pages 23/25**

### AFRIQUE ▶

**France-Gabon**  
Accusé de faux, Ali Bongo obtient le soutien inébranlable de l'Élysée

**Pages 26/27**

## Nouvelhebdo

Politique | Economie & Affaires | Sciences & Technologies

**Directeur de Publication**  
Momar DIENG

**Éditeur**  
D Media

Rue 23 Médina Ange Combre

Immeuble TAF

**Service Commercial**

Tél. : +221 33 842 46 45

Cel. : +221 77 332 16 87

Fax : +221 33 842 40 71

email : contact@nouvelhebdo.com

redactionnouvelhebdo@gmail.com

**Distribution**

D'hebdo / ADP

**Tirage**

150 000 exemplaires

**Redaction**

Abdoulaye MBOW / Momar DIENG

Abdoulaye NDIAYE / Ndiogou CISSE

Charles SENGHOR / Cheikh NDIONG

Cheikh Awa SECK / ODA

Al Hassan Sall

**Direction Artistique**

Sory Mohamed KANOU

Willy Kertane

**Iconographie**

Mamadou Diop

Toto NDIAYE



HABRE «DÉPOUILLE» PAR LES CAE

53 milliards Cfa à verser à 4.733 victimes...

La Chambre africaine d'Assises (Caa) a rendu son verdict sur l'action publique et l'action civile formant le jugement contre l'ancien Président du Tchad, Hissène Habré. Celui-ci a été condamné à verser à chaque prisonnier de guerre et rescapé de massacre la somme de 15 millions Cfa, à chaque victime indirecte 10 millions Cfa. Au total, il devra verser 53 milliards Cfa aux 4.733 victimes. Il faut rappeler que l'audience fixant le dédommagement de la partie civile a également mis fin au mandat du juge burkinabé Oberdao Gustave Kam.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

L'Etat veille aux déclarations des compagnies.

A l'exception de la compagnie AZ Petroleum, les entreprises minières, pétrolières et gazières présentes au Sénégal ont toutes fourni, à la date du 22 juillet 2016, «leurs formulaires remplis lesquels sont transmis à la Cour des comptes qui devra attester de la conformité desdites déclarations.» C'est ce qui ressort d'un communiqué de presse du Comité national pour l'initiative et la transparence dans les industries extractives (CITIE). La démarche a concerné également «toutes les entités publiques retenues dans le périmètre des déclarations».

MANKEUR NDIAYE

«In combat asymétrique contre le terrorisme»...



Le ministre des Affaires étrangères

et des Sénégalais de l'extérieur a indiqué que la lutte contre le terrorisme est un combat asymétrique qu'il faut savoir anticiper. Il l'a fait savoir lors du lancement de la troisième édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité. «Cette lutte n'est ni classique, ce n'est pas non plus une lutte de position, il ne suffit pas d'avoir l'arme nucléaire pour combattre le terrorisme.» Un message peut-être destiné aux Occidentaux empêtrés dans le djihadisme qui vient de frapper en France et en Allemagne.

ERRAT UM : Dans le numéro précédent de NH (15), en page 20, le reportage sur «les agences sous Macky Sall» est de Cheikh Ndiang. Toutes nos excuses.



ACROSSION

La députée Aïda Sow Diawara reçoit une balle

La députée socialiste Aïda Sow Diawara a failli passer de vie à trépas. En effet, celle qui est par ailleurs maîtresse de la commune de Golf Sud a été agressée en Afrique du Sud où elle devait prendre part à une réunion des Femmes parlementaires panafricaines. Marchant dans les rues de Johannesburg, elle a été attaquée par des vagabonds qui lui ont tiré une balle au niveau de la hanche gauche avant de dépouiller la pauvre femme sans défense de ses bagages à main, ses bijoux et son téléphone portable.



«TORTURE» DES JEUNES DE COLOBANE

Amnesty demande une enquête



Suite à l'acquiescement des jeunes de Colobane que sont Cheikh Sidaty Mané et Cheikh Diop par la Chambre criminelle d'appel, Amnesty internationale demande l'ouverture d'une enquête. En effet, pour Seydi Gassama, directeur exécutif de cette organisation de défense des droits de l'homme, «les autorités sénégalaises doivent ouvrir une enquête impartiale afin de faire la lumière sur les actes de torture que deux hommes libérés vendredi 29 juillet ont subi pendant leur quatre années de détention.» A ses yeux, ce cas est emblématique de l'utilisation de la torture au Sénégal pour arracher rapidement des confessions. «Les auteurs présumés de ces actes de torture doivent être identifiés et jugés devant les tribunaux. En tant que victimes de torture, ces deux hommes ont droit à des réparations», a-t-il notamment fait savoir.

Tekki s'insurge contre la suspension de Sonko

Le Mouvement Tekki s'insurge contre la suspension d'Ousmane Sonko de ses fonctions d'inspecteur des impôts et domaines. Il dénonce également la destitution de Nafi Ngom de la tête de l'OFrac. De quoi faire dire à Mamadou Lamine Diallo et Cie que «Macky Sall s'est donc réveille et cherche à terroriser tous ceux qui s'opposent à sa gouvernance.» Il ajoute: «l'affaire Sonko fait suite à l'affaire Nafi Ngom. Hier, c'était Cheikh Diop Diome à l'Assemblée nationale, ensuite c'est Mamadou Lamine Diallo qui est tiré en justice.» Mais c'est peine perdue, dit-il, puisque «la troisième alternance est en marche».



EL HADI SECK NDIAYE WADE Inculpé et nommé PCA

El Hadi Seck Ndiaye Wade, nouveau PCA du FERRA, est sous le coup

...Permis de conduire, licences de transport, dossiers d'agrément...

Tout est parti d'une longue enquête menée dans la capitale du Ndiambour par l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (ONFAC) au service des mmes de ladite localité. Les découvertes faites par l'OFrac avaient démantelé un solide réseau de «corruption et de concussion dans le domaine de l'établissement des permis de conduire, du traitement des dossiers d'agrément et de licences de transport», indique le rapport public 2014-2015 de l'organe de contrôle. El Hadi Seck Ndiaye Wade est un responsable en vue de l'Alliance pour la République (APR), le parti présidentiel, dans le département de Mbour.

ABDOUL MBAYE

Inculpé et sous contrôle judiciaire



Le Doyen des juges a inculpé et placé sous contrôle judiciaire l'ancien Premier ministre, Abdoul Mbaye. Le juge a suivi la requête introduite du Procureur de la République. Samba Sall a retenu contre Abdoul Mbaye les délits de faux, usage de faux dans un document administratif et tentative d'escroquerie. Le leader de l'Alliance pour la citoyenneté et le travail (Acit) est traîné en justice par son épouse Aminata Diack qui l'accuse d'avoir falsifié leur régime matrimonial pour être polygame.

# Sall, un Roi pour la République

Verrouillage des organes de contrôle et de lutte contre la corruption, vassalisation des institutions au rang de faire-valoir républicain, conduite solitaire des grands projets exécutés en entente directe avec des entreprises minutieusement choisies, restriction à pas feutrée des libertés publiques, caporalisation des médias publics et des ex-combattants de la presse privée... La méthode Macky Sall prospère et transforme la République en un ersatz de royaume au service d'intérêts pas forcément collectifs.

Par Momar DIENG

**I**l faut avoir les yeux fermés pour ne rien remarquer car même les aveugles le voient. L'autoritarisme du président de la République ne s'embarrasse plus de fioritures, il est de plus en plus débridé, de plus en plus offensif, de moins en moins complexe. Le débat sur ce virage inattendu de la gouvernance de Macky Sall a été posé entre ces lignes il y a quelques jours (voir Nouvel Hebdo n°13) car l'évidence de sa conversion rampante à une dictature de type sahélien sautait aux yeux. Et pas seulement au

cours des dernières semaines ! Le drame aujourd'hui, c'est que tout s'emballe du fait de la nouvelle posture radicale dans laquelle le chef de l'Etat voudrait s'acclimater et s'affirmer après une période d'apprentissage avec ses opposants et avec une frange importante de l'opinion qui ne se reconnaît ouvertement ni dans ses orientations ni dans ses méthodes d'administration de l'Etat et du pays.

L'Etat-Sall-Apr tend à devenir une réalité politique à la fois tangible et quelque peu artificielle qui prend de l'embonpoint



grâce à l'accaparement massif de tous les leviers du pays. Ce qui permet cette dérive d'immédiatetés froides, c'est l'affaïssement net des contre-pouvoirs institutionnels, politiques et traditionnels qui opposaient des limites à la boulimie de l'Exécutif. L'Assemblée nationale n'est plus qu'un monstre difforme dont la plupart des membres devraient avoir honte d'aller percevoir salaires et avantages en contrepartie du «formidable» travail législatif qu'ils accomplissent au service du peuple sénégalais !

Ce qui devait constituer le garant fondamental de la vitalité démocratique dans notre pays, la Magistrature, se retrouve totalement impuissant à changer le cours de l'histoire, écrasé par un pouvoir impitoyable. La presse fourneuse et professionnelle qui a combattu Abdoulaye Wade jusqu'à sa chute – avec raison – a rangé les armes pour on ne sait quel motif, comme essouffée par une décennie d'opposition médiatique, bienveillante face à toutes les frasques du régime qui s'étaient sous ses yeux. Les corps et organes de contrôle font comme à leur habitude : production de rapports sans suite. Et pour cause, le levier judiciaire ne lève le doigt que sur ordre... Le cas de l'Ofriac est symptomatique de cette tendance vers un contrôle absolu des initiatives qui peuvent venir des centres de décision. La suspension brutale des missions de Nafi Ngom, au-delà de la controverse liée à sa date de prise de fonction et des prérogatives de nomination du chef de l'Etat, témoigne de l'attitude désormais impériale de Macky Sall par rapport aux sujets sensibles qui menacent sa tranquillité. En propulsant une vieille connaissance, la magistrate Seynabou Ndiaye Diakhaté, à la tête de l'organe chargé de lutter contre la corruption au Sénégal, le chef de l'Etat annonce clairement la couleur : l'affaire Petro-Tim n'ira pas plus loin que les auditions déjà faites, et les dossiers parvenus à l'autorité judiciaire devront

être réduits en cendres.

Le roi Sall prend de plus en plus goût aux oukases. «Le danger, c'est s'il s'aperçoit que l'autoritarisme a du bon, qu'il s'y complaît et qu'il installe le pays dans une atmosphère pareille», avertissait Mamé Less Camara. On y est ! Le président sénégalais a la conviction qu'il peut tout se permettre sans en subir les conséquences. Les faits lui donnent malheureusement raison : le pays est comme tétanisé par sa volonté de puissance. Les supplétifs politiques (Ps, Afp, Pti, Ld et consorts) qui lui servent de marchepied sont à la marge du pouvoir. Quant à l'opposition, «il faut qu'elle subisse ma politique», disait-il il n'y a pas si longtemps.

Dans cette mutation à pas de charge du comportement présidentiel, la famille intervient, directement ou indirectement. Elle est au cœur des institutions, comme le caricaturiste ODDA du quotidien «La Tribune» l'a magistralement représenté en quelques coups de crayon. Un frère (Aliou Sall) maire de Guédiawaye et président de l'Association des maires du Sénégal (AMS), un oncle (Abdoulaye Timbo) maire de Pikine, un beau-père (Abdourahmane Seck Homère) président du conseil départemental de Rufisque et PCA du Petrosen, Mansour Faye, Maire de Saint-Louis et ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement... En plus de la personnalité intrinsèque de la Première dame.

«La famille constitue (...) une sorte d'instance de monitoring, de surveillance de l'opinion qui dit au Président quels sont les défauts que lui reconnaissent les populations et comment y remédier», expliquait Mamé Less Camara. «Et si l'on perçoit qu'il y a dans l'attitude des populations beaucoup d'inquiétudes sur les capacités du chef de l'Etat à incarner l'autorité à la tête du pays, alors quelque'un le lui dira d'une manière ou d'une autre, en plaisantant ou en l'attribuant dans un coin.»



## Cheikh Tidiane Gadio soutient avoir travaillé gratuitement

L'ex-ministre des Affaires étrangères sous Wade, président du think tank Institut panafricain de stratégies (IPS) n'assure plus l'organisation du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique. Sa position pour le «Non» lors du référendum du 20 mars dernier est passée par là.

Par Abdoulaye MBOM & Momar DIENG

Les 5 et 6 décembre prochains, Dakar accueille la 3e édition du Forum international sur la paix et la sécurité en Afrique dont le lancement a eu lieu mardi dernier en présence du ministre des Affaires étrangères Mankour Ndiaye. Après deux éditions organisées par l'Institut panafricain de stratégies (IPS) dirigé par Cheikh Tidiane Gadio, le ministre de tutelle a décidé de mettre en selle le Centre des hautes études en défense et de sécurité (Cheds). Pourquoi ce brusque changement de l'organisateur ?

Il est avéré depuis longtemps que le leader du parti «Luy Jot Jotna» payait ainsi sa prise de position publique en faveur du «Non» au référendum constitutionnel du 20 mars 2016, prenant de ce fait le contrepied du président de la République. «Nous ne pouvions que lui retirer l'organisation de ce forum africain, justifie une source diplomatique. Le régime ne pouvait en aucune façon le laisser lui tirer dessus alors qu'il lui était permis d'accéder à beaucoup d'avantages pour lui et pour son think tank.»

Selon des sources de Nouvel Hebdo, c'est le ministre des Affaires étrangères, Mankour Ndiaye, qui a saisi le Président Macky Sall lequel «avait fait entièrement confiance à Cheikh Tidiane Gadio en lui attribuant ce travail.» Pour justifier le changement d'organisateur, Mankour Ndiaye a indiqué que «lors des précédents forums, le Centre des hautes études en défense et de sécurité n'était pas encore né. Donc, il a fallu attendre encore

deux ans pour que le Cheds soit bien relancé afin que nous décisions de lui confier l'organisation du forum.» Une manière subtile de mettre une voile sur la raison fondamentale à l'origine du «limogeage» de Cheikh Tidiane Gadio. «En vérité, souligne une source de NH, Gadio a voulu le beurre et l'argent du beurre sans frais. Ce qui n'était pas acceptable.»

Toujours dans sa posture toute diplomatique, Mankour Ndiaye a rappelé que le forum «est organisé par l'Etat du Sénégal, qui en est le propriétaire, et qui en tient le titre foncier. Il peut donc choisir de travailler avec n'importe quel partenaire. Cela doit être clair.»

### «Sous-traitants»

Toutefois, une rapide recherche documentaire nous a permis de rafraîchir les propos du président de l'IPS sur la question. Il disait alors «me pas (être) au courant d'un problème lié strictement au forum et aux questions de paix et de sécurité en Afrique. Certains ont spéculé que c'était pour des raisons éminemment politiques. Même des raisons politiques peuvent être discutées et explicitées. Notre institut a pris note de la décision du Gouvernement du Sénégal.» Il rapportait également être la personne qui a amené le forum à Dakar après discussions



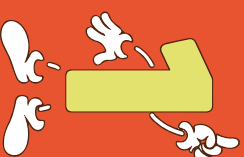
avec des amis de l'extérieur. «Je leur ai demandé de ne laisser aller connaître mon Gouvernement pour qu'on abrite le Forum de Dakar au Sénégal», clamait-il.

Nouvel Hebdo a joint Cheikh Tidiane Gadio par texto pour éclairage sur les conditions de rémunération de l'IPS en tant que partie prenante. Mais ce dernier n'a daigné communiquer que par un intermédiaire membre de son staff. D'abord par des menaces. «Ce que j'ai à dire, je l'ai déjà dit. Tout propos diffamatoire à mon endroit, je le réglerai là où cela devrait être réglé. Je ne reviendrai plus sur cette affaire.» Ensuite par texto reçu dudit intermédiaire. «Dr Gadio n'a jamais reçu un franc de qui que ce soit pour ce Forum.»

Au ministère des Affaires étrangères, c'est un tout autre son de cloche que l'on a entendu. «Tous ceux qui ont travaillé pour l'organisation de ce Forum ont été rémunérés sur les fonds cherchés et trouvés par le gouvernement sénégalais...»

# Perform

INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUTOMOBILE ET DE L'AVIATION



## Diplôme 7 Métiers

en Management de la Distribution Automobile



**Licence & Bachelor, Master in Business Administration**  
**Management de la Distribution Automobile**

**Manager** - Spécialiste Vente Véhicules & Pièces détachées,

**Manager** - Spécialiste Vente Camions, Tracteurs Agricoles,

**Manager** - Spécialiste vente Lubrifiants, Carburant, Peinture Automobile,

**Manager** Commercial vente Pneus & Accessoires Automobiles et 2 roues,

Cadre Commercial Conseil - Assurance,

**Manager** Spécialiste en Transport Logistique & Commerce International,

Spécialiste en Passation de Marche.



**Management de la distribution du pétrole et du gaz**

**Ingénieur** pétrolier technico-commercial

Marketing Opérationnel Produits Pétroliers et Gaz

**Manager** Inspecteur Réseau, Carburant & Gaz

**Manager** Boutique & Points de vente accessoires,

**Manager** station service



### Cycle technique

**Ingénieurs et Techniciens** Maintenance Poids Lourds.

**Ingénieurs et Techniciens** Maintenance Matériels Agricoles,

**CAP/BEP/BT/BTS** Mécanique Automobile, Électricité Automobile,

Electromecanicien



Formation ouverte en cours du jour aux titulaires du Bac toutes séries.

**Bac +2, BTS/DUT/BTS/DEUG**, aux professionnels capitalisant une grande expérience en cours du soir du **lundi au Vendredi de 18h à 20h 30** et les **samedis**.

Début des cours le  
**26 Septembre 2016**

SUCCESSION DE MAGUETTE THIAM AU PIT

Les craintes liées au choix de Mansour Sy

Malgré deux jours de débats lors de son 6ème congrès des 23 et 24 juillet derniers, le Parti de l'indépendance et du travail n'a pas pu trouver un successeur au professeur Maguette Thiam. Une frange importante du parti craint en effet que Mansour Sy, déjà ministre, ne soit l'élément par lequel le pouvoir passerait pour phagocytier l'appareil du parti.

Par Abdoulaye Mbow



Le Seydou Cissokho à Maguette Thiam en passant par Amath Dansokho, le Parti de l'indépendance et du travail (Pit) a toujours été une formation politique peu confrontée à des difficultés lors des changements de direction, avec des alternances apaisées. Ce qui démontre un certain niveau de stabilité par rapport à nombre de partis politiques. De Abdou Diouf à Me Abdoulaye Wade, malgré les joissances qu'offrent le pouvoir, ces «communistes» ont toujours pris fait et cause pour les populations. D'ailleurs, l'on se rappelle des déclarations fracassantes de M. Dansokho, successeur ministre sous les deux précédents régimes, qui lui ont valu des déféstations qui ont fait couler beaucoup de salives.

Au nom des principes de «justice» et de «progrès», le Pit a luté pendant plusieurs années pour l'émergence des masses populaires et ouvrières. Mais une telle démarche est-elle encore une réalité sous l'ère du Président Macky Sall ? Ce dernier a réussi la prouesse de tenir par la bride la quasi-totalité de ses souteneurs. Et le Pit pourrait ne pas y échapper. Conscient d'un tel état de fait, une partie de l'aile dure des «communistes» de Khar-Yalla a fait savoir qu'il ne fallait surtout pas élire Mansour Sy pour succéder à Maguette Thiam.

Choir entre Sg et Ministre

Une décision bien fondée, selon elle, car pour ce groupe, faire du ministre du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et

des Relations avec les institutions le successeur de Maguette Thiam, signifierait «offrir» le parti à Macky Sall. Une raison pour lui demander – au cas où il serait élu – de rendre le tablier pour se consacrer à la massification de son parti et à la poursuite des «lutes historiques». Non sans rappeler que dans les «urgences», la réunification de la Gauche a été un projet porté essentiellement par le Pit. Autant de raisons qui expliquent le retard quant au choix du futur Secrétaire général du Pit suite au 6ème congrès tenu les 23 et 24 juillet dernier.

S'il est vrai que les textes du Pit permettent toujours un défilé pour élire le Secrétaire permanent suivi du Comité central (Parlement du parti), il est aussi avéré qu'il n'y manque pas de membres qui souhaitent le maintien du professeur Maguette Thiam. Dans cette optique, il est significatif que Mansour Sy «inspire pas trop confiance à tout le monde et qu'il pourrait être le patron qui provoquerait l'éclatement du Pit». Interrogé sur le sujet, le professeur Maguette Thiam a fait savoir qu'il est dans la bonne dynamique pour élire un nouveau secrétaire général, mais «rien ne se fera dans la précipitation pour choisir le meilleur profil».

De son côté, Ibrahim Sène, chargé des questions économiques se veut clair lorsqu'il affirme qu'il faut donner du temps pour enregistrer toutes les candidatures, avant de faire un choix final, rappelant au passage que le patron du Pit n'est pas élu pour faire ce qu'il veut, puisqu'il a l'obligation d'écouter tout le monde. Tout sera clair ce 7 août....

SUSPENDU DE SON CORPS D'ORIGINE

Ousmane Sonko à la merci de la loi

La suspension du leader de Pastef de son statut d'inspecteur des impôts et domaines est l'objet d'interprétations diverses, entre légalité et sympathie. L'arbitre est peut-être à chercher dans les dispositions de la loi sur le statut général des fonctionnaires.

Par Ndiagou Cisse

La suspension de l'inspecteur, Ousmane Sonko divise l'opinion publique qui s'intéresse à cette affaire. Au niveau de son service, la sanction prise à son encontre par la Direction générale des impôts et domaines (DGI) a fait réagir le syndicat des agents des impôts et domaines (SAID), montée au créneau pour réclamer les têtes du ministre de tutelle, Amadou Ba, et du Dg Cheikh Ba, en n'écartant pas d'aller en grève.

Ousmane Sonko porte la signature de virulentes sorties contre le régime du Président Macky Sall. Ses révélations, détonantes et successives, ont pris une certaine ampleur quand il a fait part de cas d'impôts indus non reversés par l'Assemblée nationale. Si cette révélation a fait l'effet d'une bombe et poussé le ministre de l'Economie et des Finances à lui apporter la réplique, c'est qu'elle a touché ceux-là, les députés, qui sont censés représenter les intérêts des populations. D'autre part, on ne sait pas trop comment il est parvenu à entrer dans le secret des caisses du Trésor, mais il a contredit les dépenses annoncées pour le référendum du 20 mars en les évaluant à plus de 10 milliards Cfa, contre 3 milliards officiellement. Les menaces ne semblent pas l'ébranler car, en sus, le tontituant chef du parti Pastef promet de ne plus reconnaître Macky Sall comme un Président légitime du Sénégal à partir de mars 2017.

Pour les agents des impôts acquis à sa cause, la suspension de Sonko est commanditée par l'Exécutif et mise en exécution par la DGI. Mais dans le corps des inspecteurs des



impôts, l'homme n'a pas que des partisans. Un camp de pourfendeurs s'est signalé et déclare ne pas soutenir l'initiative du syndicat en faveur d'Ousmane Sonko. Ils reprochent à leur collègue d'avoir failli à ses obligations professionnelles de réserve et de discrétion.

Syndicat contre Loi

En tout cas, à la lecture des dispositions sur le statut général des fonctionnaires, le juriste Abdoulaye Ndiaye ne donne pas raison à l'inspecteur Sonko. En citant la loi 81-53 du 18 février 1983, ce spécialiste du droit public indique que «les fonctionnaires concourent à la réalisation des objectifs définis par le Gouvernement».

Ainsi, a-t-il indiqué à Nouvel Hebdo, «tout fonctionnaire est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées». En évoquant une autre disposition, notamment la loi 61-13 du 15 juin 1961, le juriste consulte estime que «le fonctionnaire est responsable à l'égard de ses chefs, de l'autorité qui lui a été confiée ainsi que de l'exécution des ordres». Dans la même lancée, Abdoulaye Ndiaye souligne qu'«il n'est dérogé d'aucune responsabilité

qui lui incombe par la responsabilité propre de ses subordonnés».

Un autre éclairage qui risque de déplaire à Sonko et son camp, émane d'un avocat qui, sous le couvert de l'anonymat, prédit un sort peu enviable à l'inspecteur des impôts suspendu. Pour donner son argumentaire, ce membre du barreau nous renvoie à l'article 14 de la loi 61-33 du 15 juin 1961 et précise que : «indépendamment des dispositions du code pénal en matière de secret professionnel, tous les fonctionnaires sont astreints à l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les documents, les faits et informations dont il a connaissance à l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions».

A l'en croire, «l'application de ce texte ajouté à celui de la même loi qui dispose que tout détournement, toute communication contraire aux règlements de pièces ou documents de service à des tiers est formellement interdit» peut légitimer des poursuites pénales contre le mis en cause. Ce dernier voit dans la mesure prise contre lui une main politique contre un politicien qui dérange.



Le brin d’allumette

Quelle que soit l'issue de sa suspension décidée par son patron, le Directeur général des Impôts, sur ordre, assureur-ton, du Ministre des Finances, qui a dû suivre des injonctions venues de plus haut, c'est un fantastique coup de pouce que le régime actuel vient de donner à un inspecteur des impôts –le ci-devant

Ousmane Sonko. Que Dieu me garde de mes amis, dit-on d'habitude : Sonko peut alors se froter les mains si le Seigneur surveille ses arrières. Puisque ses ennemis, vrais champions dans l'art de donner des veiges à leurs adversaires pour se faire chicoter, ont encore sévi, Contre eux-mêmes !

Car l'argument qu'ils ont servi pour fermer la bouche d'un homme qui a décidé de jouer sa partition dans la vie publique du pays, par une activité politique que lui permet la Constitution, a en effet de quoi faire rire... jaune. Comment un Amedou Bâ, Ministre des Finances, dont l'entrée sur la scène politique a tellement été médiatisée par ses propos soûls et par ses affidés des Parcelles Assainies, ne réalise-t-il pas la contradiction qu'il y a chez lui à vouloir imposer un droit de réserve – pardon un devoir de réserve – à qui ce soit, si lui-même décline ad nauseam les chiffres d'une émergence arlésienne au nom de son droit de faire de la politique? Quitte à les gonfler ou à sortir des secrets d'Etat pour convaincre un peuple désillusionné par les promesses d'un jour nouveau qui n'est plus qu'une chimère sans fin...

En l'événant de son poste, les auteurs de la sanction contre Sonko se mettent dans l'inconfortable posture de justifier demain, c'est-à-dire aujourd'hui, les positionnements politiques de nombre de hiérarques du régime qui n'ont prétendu sauver des sorties qu'il devait, avec technicité, sur un régime aux abois. Imaginons à cet égard un Abdoulaye Dionda Diallo, pour ne citer que celui-là, Ministre de l'Intérieur et militant du parti au pouvoir, prenant l'air et cause pour son chef, Macky Sall, lors d'un meeting politique. Quelle incongruité cela ferait-il de constater la politique discriminatoire contre un adversaire politique lors même qu'on ferme les yeux sur les pires produits et

défenseurs du pouvoir en place... En réalité, la bourde est gravissime, qui fait désormais d'un modeste fonctionnaire des Impôts, jusqu'à une date récente, le héros involontaire d'une saga dont les conséquences pourraient revenir, tel un boomérang, fracasser ce qui reste de l'image d'un régime débauché.

Il eût été plus intelligent de lui opposer des arguments de nature à détruire les siens, notamment en l'amenant à s'expliquer sur sa défense passée d'un vrai prédateur du foncier national, Tahibou Ndiaye, à clarifier les liens entre les membres du Syndicat des Impôts et son parti, le Pastef, ou encore à dire ce qu'il pense des sommes inacceptables payées aux fonctionnaires.

Il eût été plus intelligent de lui opposer des arguments de nature à détruire les siens, notamment en l'amenant à s'expliquer sur sa défense passée d'un vrai prédateur du foncier national, Tahibou Ndiaye, à clarifier les liens entre les membres du Syndicat des Impôts et son parti, le Pastef, ou encore à dire ce qu'il pense des sommes inacceptables payées aux fonctionnaires.

Il eût été plus intelligent de lui opposer des arguments de nature à détruire les siens, notamment en l'amenant à s'expliquer sur sa défense passée d'un vrai prédateur du foncier national, Tahibou Ndiaye, à clarifier les liens entre les membres du Syndicat des Impôts et son parti, le Pastef, ou encore à dire ce qu'il pense des sommes inacceptables payées aux fonctionnaires.

Il eût été plus intelligent de lui opposer des arguments de nature à détruire les siens, notamment en l'amenant à s'expliquer sur sa défense passée d'un vrai prédateur du foncier national, Tahibou Ndiaye, à clarifier les liens entre les membres du Syndicat des Impôts et son parti, le Pastef, ou encore à dire ce qu'il pense des sommes inacceptables payées aux fonctionnaires.

Il eût été plus intelligent de lui opposer des arguments de nature à détruire les siens, notamment en l'amenant à s'expliquer sur sa défense passée d'un vrai prédateur du foncier national, Tahibou Ndiaye, à clarifier les liens entre les membres du Syndicat des Impôts et son parti, le Pastef, ou encore à dire ce qu'il pense des sommes inacceptables payées aux fonctionnaires.

Il eût été plus intelligent de lui opposer des arguments de nature à détruire les siens, notamment en l'amenant à s'expliquer sur sa défense passée d'un vrai prédateur du foncier national, Tahibou Ndiaye, à clarifier les liens entre les membres du Syndicat des Impôts et son parti, le Pastef, ou encore à dire ce qu'il pense des sommes inacceptables payées aux fonctionnaires.

Il eût été plus intelligent de lui opposer des arguments de nature à détruire les siens, notamment en l'amenant à s'expliquer sur sa défense passée d'un vrai prédateur du foncier national, Tahibou Ndiaye, à clarifier les liens entre les membres du Syndicat des Impôts et son parti, le Pastef, ou encore à dire ce qu'il pense des sommes inacceptables payées aux fonctionnaires.

Il eût été plus intelligent de lui opposer des arguments de nature à détruire les siens, notamment en l'amenant à s'expliquer sur sa défense passée d'un vrai prédateur du foncier national, Tahibou Ndiaye, à clarifier les liens entre les membres du Syndicat des Impôts et son parti, le Pastef, ou encore à dire ce qu'il pense des sommes inacceptables payées aux fonctionnaires.

Il eût été plus intelligent de lui opposer des arguments de nature à détruire les siens, notamment en l'amenant à s'expliquer sur sa défense passée d'un vrai prédateur du foncier national, Tahibou Ndiaye, à clarifier les liens entre les membres du Syndicat des Impôts et son parti, le Pastef, ou encore à dire ce qu'il pense des sommes inacceptables payées aux fonctionnaires.



Adama GAYE, Journaliste, Consultant.

L'histoire retiendra que leur volonté de faire taire leurs adversaires par les insultes et les punitions s'est retournée contre eux en plus de montrer la voie à ceux qui combattent démocratiquement le régime: l'union sacrée est leur planche de salut!

Les circonstances leur sont favorables. Dans le monde entier, des acteurs de changements sont souvent nés de la cécité de pouvoirs politiques ne comprenant pas que la démocratie a besoin de respirer par les relus, par les propositions constructives ou contradictoires, par le dialogue (tiens où en est-on d'ailleurs à ce propos?).

D'un Lech Walesa, simple ouvrier de Gdansk en Pologne, pourchassé par le dictateur Jaruzelski, au point d'en faire le libérateur de son pays et un Prix Nobel de la paix, à Nelson Mandela, enfermé en prison pendant 27 ans par un régime d'apartheid réfractaire à la critique, sans compter d'autres icônes parties de rien, les exemples ne manquent pas pour prouver que traquer ses opposants, en protégeant au passage des criminels et autres transhumants, est la meilleure recette pour transformer en héros des gens ordinaires... Facteur aggravant pour le régime sénégalais : le sort des populations se dégradant et les vents vont devenir plus propices aux critiques.

Sans emplois ni revenus, socialement désaxés, désorientés par le Plan Sénégal Émergence (Pse), les Sénégalais ulcérés par un régime pris dans le folklore de la politique politicienne et couvrant des criminels en arrivent à croire qu'il est victime du proverbe selon lequel, pour mieux perdre quelque'un, Dieu le rend fou. Le brin d'allumette qui mettra le feu à la case d'un régime ayant perdu la...ête peut venir de la plus petite erreur. Encore plus d'une bourde, une éternité!



AFRICASHOP.sn

by CFAO

DU 22 JUN AU 06 AOÛT

C'EST LA FOLIE DES PRIX!!!



VOTRE SHOPPING A PARIS SANS QUITTER LE SENEGAL

vertbaudet

ELUKYA BEAUTY - PARIS



Somewhere PARIS

Lenovo

hp Etam FOOTBALL CLUB

SAMSUNG ASUS 11



CONTACTEZ - NOUS 33 859 89 29



www.africashop.sn

# LA GRANDE ENQUÊTE

## I SOUPÇONS DE BLANCHIMENT

### Le Groupe Pintus, des pieds et des mains pour entrer au Sénégal

La mafia italienne, depuis longtemps, a trouvé dans la faiblesse des institutions africaines un terrain où se cacher et placer des actifs. Ainsi, a-t-elle pu tromper plusieurs fois les Africains, grâce à des complicités établies sur place. Cette enquête que nous publions après plusieurs mois d'investigations suit les traces d'un condamné par blanchiment en Italie. Il a tenté de profiter de la crise Ebola pour s'installer dans des pays touchés par cette maladie à travers les Nations-Unies. Avec le Sénégal, il s'est agi d'un faux projet de coopération dans plusieurs domaines.

Par Mamar Dieng (Sénégal) et Lorenzo Bagroul (Italie)



Au cours d'une enquête menée en Italie dans les années 2000, Curio Pintus, un broker italien alors dans la cinquantaine, cheveux gris et des lunettes, reconnaissait : « toutes les personnes travaillant avec moi savaient que je faisais du blanchiment d'argent avec mon groupe financiers ». Dans le contexte des affaires criminelles en cours, cet aveu était extraordinaire venant d'un homme qui aura nié pendant plusieurs décennies toutes relations avec la mafia italienne.

Pintus a été condamné à 3 ans de prison, accusé d'avoir transformé les profits liés à la drogue gérée par la Ndrangheta en obligations financières pour plusieurs millions de dollars. La Ndrangheta est l'un des plus puissants groupes criminels du monde. L'enquête a révélé comment ses agents utilisaient Milan comme base de stockage pour transporter drogue et armes pour un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars. La tâche consistait à convoyer chaque mois 300 kg de narcoquines, principalement de la cocaïne, provenant de l'Amérique du Sud, et de l'héroïne venant de la Turquie. La Garde des Finances italienne – Police douanière et financière – a décrit Pintus comme « l'élément nécessaire pour le blanchiment de l'argent sale de la Ndrangheta ».

Une quinzaine d'années plus tard, Curio Pintus est plus présent que jamais dans le secteur financier. Il est devenu le CEO (Chief Executive Officer) du Pintus Group LLC, une banque marchande fondée en 1989 ayant son quartier général à Las Vegas (Etats-Unis).

#### LE GROUPE PINTUS

Pintus Group affirme être un « groupe financier privé et une banque marchande » avec des bureaux aux quatre coins du monde. L'objectif de la compagnie est l'investissement global, mais elle n'annonce aucun projet spécifique. Selon M. Pintus, le groupe est assis sur un « capital de 20 milliards de dollars

et travaille aussi dans les secteurs de l'humain et des mines (or, argent, cuivre, fer, charbon, bois, etc.) ».

Cette énorme richesse, a indiqué Pintus à l'IRPI, vient des bénéfices dégagés à travers les transactions financières entre de grandes compagnies qui vendent de l'or et du pétrole. Ces fonds sont si importants, dit-il, qu'ils ne peuvent être déposés dans aucune banque. Ils finissent donc entre les mains des traders de crédits comme le Pintus Group, qui les réinvestit dans d'autres secteurs.

Mais le Groupe Pintus n'est pas enregistré dans le fichier de l'Autorité de régulation. Les banques commerciales ou d'investissement, comme cela est en vigueur aux Etats Unis, fonctionnent comme des conseillers pour la gestion des capitaux, et devraient donc avoir une licence. Les bureaux de Pintus au Nevada ne sont pas inscrits à la Commission de sécurité et d'échange des USA, l'agence gouvernementale qui supervise les activités des compagnies d'investissement.

#### LES HOMMES DE PINTUS

Curio Pintus n'est pas le seul membre du groupe qu'il dirige à avoir des liens potentiels avec la mafia. Son bras droit est un avocat américain, Stephen Richard Hill. Ce dernier a été radié en 2012 de sa corporation après son

arrestation pour vol d'un montant de 18 000 dollars au détriment de ses clients. Hill, qui est maintenant le trésorier du Groupe Pintus, a été cité en même temps que son patron dans une autre enquête dirigée par les procureurs de la région de Calabre, en 1999. Pintus était sous enquête pour « association

mafieuse », un crime comme celui de la mafia, tel en Italie, mais il a été acquitté. Les procureurs avaient déclaré, sans être en mesure de le prouver à l'époque, que Pintus blanchissait de l'argent sale pour de puissants groupes liés à la Ndrangheta. Ses associés d'outre-mer étaient alors la société d'avocats Hill & Associates IOLA, contrôlée par Hill lui-même. Les procureurs ont prétendu que Hill, avec son associé Kenneth B. Carnesi, était un homme de confiance de la famille mafieuse Gambino de New York.

La famille du criminel Gambino était l'une des plus puissantes incarnations de la mafia sicilienne aux US où elle a tenu le monopole du marché florissant de l'héroïne pendant un demi siècle.

L'une des premières compagnies connue pour avoir été utilisée par Pintus et Hill aux fins de blanchir l'argent de la drogue était Soliman SA qui avait son quartier général à la Spazia en Italie. Elle disposait également d'un siège à Panama.

#### LE SENEGAL CIBLÉ

Pintus se présente lui-même aux dirigeants des pays en développement comme un investisseur dans des projets humanitaires innovants. Mais ces projets, entourés d'un épais voile de mystère, sont difficiles à cerner. En 2014, l'une de ses initiatives était dirigée sur le Sénégal comme le démontre apparemment des tentatives d'y blanchir une masse énorme d'argent.

Ainsi, un dénonciateur anonyme de nationalité américaine a fourni à l'IRPI une copie d'un contrat de « développement » supposé avoir été établi entre le Groupe Pintus, autorités sénégalaises haut placées dans la hiérarchie du pouvoir, et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao). Ce document de partenariat portait la signature de Geuririo Nava, un représentant de Pintus.

L'objectif était de financer des « projets de développement sociaux et économiques » au Sénégal, mais rien de précis n'est spécifié. Le « contrat » mentionne deux transferts d'argent de « 100 milliards de dollars » chacun - une somme plus grosse que le PIB de presque 90% des pays Africains ! (sic)

Selon Gian Gaetano Bellavia, conseiller au bureau des procureurs de Milan et expert en blanchiment d'argent, « si on lit le contrat avec les chiffres (avancés) et les entités impliquées, cela peut bien ressembler à une tentative de blanchiment d'argent ».

La méthode de mise en œuvre du projet tracée dans le contrat aurait vu la plupart des fonds revenir à Pintus et à ses associés en quelques jours. En effet, de l'investissement initial de 100 millions de dollars, 69 millions seraient tombés dans les comptes du Groupe Pintus, 02 millions iraient vers une compagnie intermédiaire contrôlée par le trésorier du Groupe Pintus et reportés comme montant de commission ; et 05 millions seraient payés à Bceao.

Le reste, soit 24 millions de dollars seulement, serait alors investis dans lesdits projets humanitaires, et encore, le contrat stipulant que 50% des profits reviendraient au Groupe Pintus.

#### MADIOR BOUNA NIANG

Ce contrat est accompagné d'une lettre adressée à la présidence sénégalaise. Pintus l'a confiée à Madior Bouna Niang, un entrepreneur sénégalais, à qui il a demandé de la remettre directement au président du Sénégal. Au siège de Transcontinental Transit, situé sur l'avenue Pory, nous rencontrons Madior Bouna Niang. Il fait des affaires dans l'exportation d'or et de diamants. Jusqu'en 2011, il a été un conseiller du gouvernement sénégalais en matière d'import-export. Dans son bouillon traditionnel, bien assis derrière son bureau, il a répondu à certaines de nos questions.

Sa connexion avec le Pintus Group ? Il rectifie rapidement les choses. « Nous n'avons jamais rien fait avec eux, assure-t-il. Je ne leur faisais pas confiance car leur objectif n'était pas clair. Donc j'ai tout stoppé », indique l'homme d'affaires.

Son rôle d'intermédiaire avec le palais ? « Ils disaient que j'aurais apporté le contrat au président de la République, mais je ne connais même pas (Curio Pintus) ». Néanmoins, Niang

admet que le contrat est réel. Quand nous lui avons demandé pourquoi Pintus l'avait sollicité, lui, spécifiquement, et pas un autre, il a répondu : « je ne le connaissais pas avant. Je n'ai aucune idée de la façon par laquelle il m'a trouvé ».

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et le gouvernement sénégalais ont également nié toutes implications directes ou indirectes avec Curio Pintus et son groupe. De même que l'Agence pour la promotion des investissements et des grands travaux (Apix), la structure d'Etat qui accompagne les investisseurs étrangers au Sénégal.

#### AFRICA-WIDE

Le Sénégal n'est pas la seule nation avec laquelle Curio Pintus cherche à faire des affaires. Il prétend travailler aussi avec le Fonds monétaire international (Fmi) en Afrique, mais il se montre peu disposé à citer les pays dans lesquels il dit avoir obtenu des contrats. Pour l'essentiel, Pintus se limite à parler de « projets humanitaires » concernant le développement industriel, l'agriculture, les énergies renouvelables, l'habitat, l'hydraulique » avec l'appui des Nations-Unies et du Fonds monétaire international.

Or, l'Onu et le Fmi ont formellement nié toute coopération ou relation avec le Groupe Pintus ou ses associés.

En 2015, Pintus avait été cité comme le principal entrepreneur pour un projet d'assistance de plusieurs milliards de dollars contre Ebola en Afrique de l'Ouest. Son nom avait été proposé par le bureau de l'ambassadeur de Sao Tomé et Principe à l'Onu. L'affaire a été annulée, soit-disant à cause des pratiques bancaires de Pintus. Ce dernier a nié tous ces éléments.

Antonio Toriello, ambassadeur de ce pays à l'Onu, a déclaré que l'IRPI que Pintus Group a essayé d'utiliser les canaux bancaires DTIC/DTCC pour organiser des virements bancaires. Le Depository Trust Company (DTC) est une branche du Depository Trust Clearing Corporation (DTCC), une chambre de compensation (clearing house) basée aux Etats-Unis et qui intervient dans la limitation des risques financiers liés à certaines transactions.

Selon Gian Gaetano Bellavia, les « clearing houses » sont des compagnies par lesquelles passent les opérations financières entre deux entités. Elles assurent le déplacement de grosses sommes d'argent pour lesquelles elles exigent des honoraires en retour. D'après différentes sources, elles manipulent plus de 1 500 milliards de dollars en volume de transactions chaque année. Et comme par hasard, Pintus Group n'y a pas accès, selon nos informations...



## I ENDETTEMENT DU SÉNÉGAL

## Une viabilité vulnérable à 3000 milliards de Cfa

Le Sénégal est très endetté. Sa dette extérieure s'élève à 3000 milliards Cfa. Toutefois, des spécialistes de la question et les techniciens du ministère de l'Economie et des finances estiment qu'il n'y a pas de quoi s'alarmer car les signaux sont au vert. On parle de viabilité de la dette publique. Toutefois, cette viabilité est vulnérable et le Sénégal pourrait s'exposer à des risques de surendettement au cas où...

Par Cheikh N'DONG

Les signaux du niveau d'endettement du Sénégal sont au vert. Du moins, c'est ce qui ressort du dernier rapport de la Cour des Comptes, rendu public le 1<sup>er</sup> juillet dernier. Selon ce document, le plafond d'endettement du Sénégal n'a pas encore dépassé 70 %. Ce qui laisse de la marge en termes de capacité d'endettement. C'est dans ce cadre que le Rapporteur de la Cour des Comptes disait qu'il faut s'endetter mais bien s'endetter pour pouvoir financer des projets rentables pour l'économie du pays.

La fréquence et l'importance des emprunts à court terme entre 2006 et 2012 ont contribué largement à alourdir le fardeau de la dette du Sénégal dont le niveau est jugé « viable », mais présentant des vulnérabilités que la Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT 2013-2016) qui a déjà fait des résultats, tente de réduire.

La capacité d'endettement du Sénégal est intacte et on parle de la viabilité de la dette. C'est-à-dire que l'évolution du ratio de la Valeur actualisée nette (Van) de la dette publique externe sur les exportations de biens et services et sur les recettes budgétaires (ratios de solvabilité et de liquidité) est



en-deçà des seuils de soutenabilité. Il n'empêche, entre 2011 et 2012, le stock de la dette publique a augmenté de 371 milliards CFA en valeur absolue (13,75% en valeur relative).

Aussi, avec un taux d'endettement public qui s'est situé ainsi à 42,9% du PIB, dont 31,8% pour la dette extérieure et 11,1% pour la dette intérieure, contre 39,7% en 2011, l'analyse de la viabilité de la dette publique indique un risque de surendettement

faible certes, mais avec une vulnérabilité qui s'accroît. Il apparaît ainsi que si le risque de surendettement du Sénégal est jugé « fiable », c'est uniquement dans l'hypothèse d'un assainissement des finances publiques et d'un renforcement de la gestion de la dette.

## Assainissement des finances publiques

C'est dans cette dynamique de gestion de la dette qu'il a été créé une Direction de la dette publique qui regroupe désormais les deux unités auparavant responsables séparément de la gestion de la dette intérieure et de la dette

extérieure ainsi que des interventions sur le marché.

Cette nouvelle unité créée début 2012 et localisée à la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGCTP), remplace le Comité national de la dette publique (CNDP) créé en juillet 2008, qui assurait le suivi de la dette publique et élaborait sa propre analyse de viabilité de la dette publique.

Avec la réalisation des objectifs fixés dans le Pse et devant la multiplicité et la complexité des offres de financement, l'Etat, à travers sa SDMT, se dote d'un outil lui permettant de se prémunir des risques éventuels.

Toutefois, l'économiste Ndong Mané Kébé, chercheur au Laboratoire de recherches économiques et monétaires (Lurem) de l'Ucad estime que le financement du Pse a valu au Sénégal de s'endetter davantage.

Et cela, pour faire face, entre autres, aux défis de croissance et de transformation structurelle que veulent résoudre les autorités politiques. A cet effet, l'économiste soutient

que la dette publique peut favoriser la croissance si elle constitue des dépenses productives, capables de dégager des excédents budgétaires supplémentaires qui faciliteraient son remboursement. C'est

pourquoi Kébé pense que si notre pays dans le cadre du Pse continue dans cette dynamique d'investissement productif, il faudra s'attendre à un effet positif dans les années à venir.

Récemment, le Directeur général de la comptabilité publique du Trésor, Dououd Sembène, a fait des révélations de taille sur la dette extérieure du Sénégal. « Notre pays est très endetté », disait-il. Selon lui, la dette extérieure du Sénégal s'élève à environ 3 000 milliards CFA. A l'en croire, le Sénégal s'est

doté de tous les outils en la matière pour non seulement mesurer la où il pose ses pieds en matière d'endettement, mais dans la qualité et l'emploi dudit endettement. Selon lui, le Sénégal est à un peu plus de 50% du (Pib) en termes d'endettement.

Un rapport du Fmi publié récemment fait

## NDONGO MANE KEBE

(ECONOMISTE-CHERCHEUR AU LABORATOIRE DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET MONETAIRES DE L'UCAD)

« Pour d'aucuns, le recours à la dette publique augmente la quantité de monnaie en circulation. Pour mettre en avant l'importance du rôle de la consommation, le déficit de monnaie en circulation est source de problèmes dans l'économie et le système fiscal écrase les titulaires de faibles revenus. Ainsi, la « dette nationale » enrichit la nation par l'augmentation de son numéraire. Par

contre, d'autres mettent en garde contre les dangers encourus – hausse du taux d'intérêt, la privation de l'économie d'une partie de ses ressources en capital – par le financement des dépenses improductives avec l'épargne mobilisée.

Aujourd'hui, ce débat semble dépassé, et la problématique de l'endettement se pose plus

en termes d'une gestion transparente de la dette publique, de plus en plus importante, à travers la consolidation des structures administratives de l'Etat en charge de cette gestion. »

« Même si l'inflation est maîtrisée depuis quelques années, l'accroissement de la population reste inquiétant, et nous venons à peine de renouer avec une croissance économique soutenue. En plus des dépenses sociales (couverture maladie universelle, bourses sociales, plan sésame, etc.), que même l'Etat envers certaines couches de la population. Dans un tel contexte à la fois social et démographique, l'effet bénéfique de l'endettement peut être mitigé. Toutefois, le cadre institutionnel de gestion de la dette

état de l'évolution de la dette des pays de l'Afrique subsaharienne. Dans ce document, la dette de notre pays a presque doublé depuis 2008 pour atteindre 57,30% du PIB en 2016.

Les pays africains sont en général mal notés sur le plan financier, ce qui les amène à emprunter à des taux très élevés. Cette situation les enfonce dans un trou avec des générations qui travailleront dur pour payer les dettes. Dans le même sillage, un rapport de la Cnuceud (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) intitulé

« Dynamique de la dette et financement du développement » avait révélé que le Sénégal n'est pas trop menacé de surendettement.

Dans ce rapport, la Cnuceud démontre les risques de surendettement qui pèsent sur l'Afrique. Pour ce qui concerne le Sénégal, il n'y a rien d'alarmant car « la part de la dette concessionnelle dans le stock de la dette totale est de 70%, comparée à une moyenne africaine de 40% ».

est aujourd'hui renforcé sous la dynamique communautaire.

A mon avis, dans un pays sous développé comme le Sénégal, il est plus pertinent d'apprécier l'endettement public en termes de poids social du service de la dette. C'est-à-dire ce que coûte les versements sur la dette aux secteurs sociaux de base comme la santé, l'éducation et au cadre de vie (assainissement, gestion des ordures,...).

De 2005 à 2014, le service de la dette publique a évolué de 131 à 548,6 milliards CFA, soit un accroissement de 319,11%. Au même moment, les dépenses publiques en santé ont connu un accroissement qui tourne autour de 20%, sur la même période. »

## ENDETTEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

## Le Top 10 des pays « Leaders »

En Afrique subsaharienne, l'Erythrée bat tous les records avec un endettement correspondant à 125,6% du PIB (127,1% prévu en 2017).

La moyenne de l'Afrique subsaharienne n'est que de 37,2%. Sans l'Afrique du Sud et le Nigeria, ce taux d'endettement monte légèrement pour atteindre 50,8%, selon les Perspectives économiques régionales publiées par le FMI.

Les 10 pays africains les plus en endettés en 2016 (endettement public en % du PIB) : Erythrée 125,6% ; Cap Vert 121,7% ; Gambie 96,9% ; Sao Tomé 91,9% ; Mozambique 87,4% ;

Congo 78,8% ; Ghana 74,1% ; Malawi 73,0% ; Angola 70,1% ; Seychelles 64,8%.

Surprenant est le fait que l'Angola soit à la 9<sup>e</sup> place avec un taux de 70,1%, alors qu'en 2014, son niveau de dette ne dépassait pas 40,7% du PIB. L'Angola est en effet victime de la baisse des cours du pétrole dont dépend entièrement son économie. Ainsi, au cours des dix derniers mois, entre août 2015 et juin 2016, le pays a annoncé avoir emprunté 11,5 milliards de dollars. (Econfin)



## SENEGAL

Une centrale solaire de 30 MW à Santhiou-Mekhe



L'énergéticien français Engie construira une centrale solaire de 30 MW dans la région semi-désertique de Santhiou-Mekhe au Sénégal. Cette centrale, qui utilisera la technologie photovoltaïque, sera mise en place par Soiairect, la branche solaire d'Engie. Elle sera constituée de 92 000 modules photovoltaïques qui seront fabriqués et installés par Optimum Tracker. La construction de l'installation, qui devrait être la plus grande du pays, débutera à l'automne prochain selon les responsables de l'entreprise française. L'énergie qu'elle produira sera cédée à la Société nationale d'électricité du Sénégal (SENELEC). Cette unité est le fruit d'un partenariat public privé entre le FONIS et PROPARCO, une filiale de l'Agence française de développement spécialisée dans le financement du secteur privé. Elle entre dans le cadre du Plan Sénégal émergent qui ambitionne l'installation de 350 MW de centrales solaires à travers le pays.

## WORLD ECONOMIC FORUM

Le Rwanda, 7<sup>e</sup> dans monde



Le Rwanda se positionne à la 7<sup>e</sup> place dans le classement des pays les mieux gérés au monde. C'est le rapport mondial sur la compétitivité publié par le World Economic Forum qui le fait savoir. « Nous ne sommes pas

surpris de ce classement parce qu'il ne fait qu'exprimer la réalité de ce qui se passe chez nous. Au Rwanda il y a un processus compréhensible en ce qui concerne la gestion et la reddition de compte », a fait savoir le patronne du Conseil rwandais de la gouvernance. Plus de 144 pays sont passés au crible pour évaluer le niveau d'efficacité de la gouvernance. Le Rwanda se place devant la Suisse classée 9<sup>e</sup> et le Luxembourg 10<sup>e</sup>. (Intelligence-affaire.com)

## DOUANES IVOIRIENNES

846 milliards de recettes au 1<sup>er</sup> semestre

Les douanes ivoiriennes ont réalisé au premier semestre 2016, 846,63 milliards FCFA de recettes, informe d'une note de la direction. Un chiffre qui représente une plus value de 80,42 milliards de francs, comparativement à l'objectif de 766,21 milliards fixé par le gouvernement pour la période. L'année s'annonce donc prometteuse pour cette administration qui avait réalisé un surplus de recettes de 56 milliards CFA en 2015 en mobilisant 1 526 milliards sur l'année. Pour 2016, ce sont ainsi 53,6% des 1 580 milliards CFA projetés qui ont pu être récoltés. Rappelez que le budget annuel ivoirien fixé à 5 813 milliards, repose pour 83,9% sur les ressources intérieures et 16,1% sur les ressources extérieures. (financiatrik.com)

## TRANSPORTS

Le Nigeria décroche son TGV



Le président nigérian, Muhammadu Buhari a inauguré la semaine dernière à Abuja, le premier train à grande vitesse (TGV) du pays. Cette réalisation, œuvre de la société publique chinoise CCECC (China civil engineering construction company), a coûté 850 millions de dollars. Le nouveau TGV relie la capitale fédérale Abuja à la ville de Kaduna, sur une distance de 187 km. « Cette ligne ferroviaire Abuja-Kaduna offrira une alternative dont on avait besoin entre

la capitale fédérale et l'Etat de Kaduna, un corridor recelant un potentiel énorme pour les secteurs manufacturier, agricole et pour le développement de la main d'œuvre », a déclaré Buhari, lors de la cérémonie d'inauguration à Abuja. Selon d'autres indications fournies par les autorités, le train roulera à 130 km/heure et le billet coûtera 1,50 dollar (aller simple) en deuxième classe. (agenceafric.com)

## RÉSULTATS FINANCIERS DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2016

Orange publie ses comptes



Orange a publié ce mardi 26 juillet l'information financière du premier semestre 2016, affichant un résultat net du Groupe de 3,168 milliards d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2016, en progression de 188,3%.

« Les résultats du 1<sup>er</sup> semestre confirment à nouveau le retour à une dynamique positive du Groupe », déclare Stéphane Richard, Pdg du Groupe Orange.

Le chiffre d'affaires s'élève à 20,079 milliards d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2016, en croissance de +0,3%, dans la continuité du 2<sup>e</sup> semestre 2015 également en hausse de +0,3% (données à base comparable).

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2016, le Ca est stable après une hausse de +0,6% au 1<sup>er</sup> trimestre. La croissance s'accroît en Espagne (+6,2% après +1,8% au 1<sup>er</sup> trimestre). En Afrique et au Moyen-Orient, les services de données mobiles et Orange Money restent très dynamiques. Le secteur Entreprises progresse de +1,2% sur le semestre, tiré par l'IT et les services d'intégration. Ces tendances favorables compensent le recul de l'itinérance nationale en France et les premiers effets des baisses de prix de l'itinérance en Europe.

Le groupe prévoit de proposer le versement d'un dividende de 0,60 euro par action pour 2016. Un acompte sur dividende de l'exercice 2016, de 0,20 euro par action, sera payé le 7 décembre 2016. (financiatrik.com)



L'ADIE a pour mission principale de moderniser l'Administration sénégalaise et ses démembrements à travers la mise en place d'une infrastructure réseau, la dématérialisation des procédures administratives, la gestion des systèmes d'information, la conception d'applications métiers ainsi qu'un accès à l'outil informatique à tous les niveaux. L'information sur les services de l'ADIE est désormais accessible à tous grâce au catalogue de services détaillant les six grandes familles de l'activité de l'Agence :

INFRASTRUCTURE ET ÉQUIPEMENTS, HÉBERGEMENT, INGÉNIERIE, SOLIDARITÉ NUMÉRIQUE, SERVICES E-CITOYEN ET FORMATION.



www.adie.sn



DES DESSOUS DU LIMOGEAGE DE NAÏ NGOM A L'OFNAC

# Petro-Tim, la bombe silencieuse...

Bien avant son limogeage de la présidence de l'Ofnac survenu la semaine dernière, Nafi Ngom s'était rendue aux Etats-Unis au mois de mars 2016, comme dans une sorte de commission rogatoire internationale. On ignore ce qu'elle y a rapporté, notamment sur le dossier Petro-Tim dont l'un des protagonistes est Aliou Sall. Mais on ignore également ce qu'est le rôle de Macky Sall, expert pétrolier avéré au plus haut sommet de l'Etat il y a quelques années, devenu Président de la République.

Par El Hadji Cheikh Amadou

Dans le numéro de «La Tribune» paru le mardi 27 mai 2014, au lendemain de la conférence régionale de lutte contre la corruption en Afrique, tenue pendant 72 heures à Dakar, le Président Macky Sall déclarait devant M. Pierre Lapaque de l'Onudc, Mme Fatou Bintou Djibo du Pnud et Mme Adela Brierwer représentante du gouvernement américain, que la lutte contre la corruption est un combat sérieux à prendre avec lucidité et responsabilité parce que c'est contre soi-même qu'on le mène. Ce même jour, le Président de la République n'avait pas manqué de dire son amertume quant à l'agissement de l'ancienne présidente de l'Ofnac, Nafi Ngom se plaignant par voie de presse qu'on ne lui ait pas encore donné les moyens d'assurer sa mission. Tout de même, il n'avait pas manqué de mettre cela dans le panier de la rigueur qu'on connaît à la «dame de fer».

Mais on peut dire sans risque de

se tromper que c'est ce jour là que le Président de la République laissait apparaître les premiers signes de son désaccord avec les «méthodes» d'une bonne dame qu'il fallait supporter encore pendant deux ans.

## Petro-Tim : une raison du clash entre Macky et Nafi

A y voir de plus près, le pouvoir chercherait à cacher des choses non avouables et sur lesquelles Nafi Ngom aurait pu mettre la main lors de son séjour aux Etats Unis, à partir du 14 mars dernier dans le cadre d'une enquête sur le dossier Petro-Tim. Selon certaines sources, elle y prend également des cours de «management spécialisés» avec l'appui des Américains. Ici à Dakar, elle a posé un acte qui a contribué à dégrader ses relations avec le chef de l'Etat : celui d'avoir jugée recevable le 31 décembre 2014 la plainte déposée par Babacar Mbaye Ngarat deux

jours plus tôt.

Selon nos informations, les interrogations du président de l'Alliance sauvoys le Sénégal ont quasiment contraint la dame à décider d'ouvrir une enquête. D'autant plus que le nom de M. Cheikh Tidiane Cassama, parent du Président Sall, était cité dans le top management au même titre qu'Aliou Sall son jeune frère qui détenait 60% de la société Petro-Tim Sénégal devant exploiter le pétrole découvert au Sénégal. C'est parce que l'enquête n'avait pas été bouclée au moment de la publication du dernier rapport de l'Ofnac que Nafi Ngom a anticipé sur la question en annonçant qu'elle comptait la poursuivre jusqu'au bout au même titre que l'affaire Lamine Diack. Ce pour quoi il avait été accusé en tant que Président de l'Assemblée nationale ayant demandé

l'audition de Karim Wade concernant la gestion de l'Anoci, le chef de l'Etat ne voulait nullement l'accepter concernant Aliou Sall dans le dossier Petro-Tim.

## «Actionnaire majoritaire» et «prête-nom»

Macky Sall est un vieux connaisseur du monde pétrolier dont il fut un professionnel. Il a été un acteur important des procédés d'exploitation des puits de pétrole découverts au Sénégal depuis les années 2000. En face, son frère Aliou Sall n'est pas spécialement réputé comme un expert en hydrocarbures. «Macky Sall a une expertise avérée dans le domaine pétrolier. En 2000, lorsqu'on découvrait du pétrole au Sénégal, il était le directeur de la banque de données

de Petrosen, rappelle Ousmane Sonko, du parti Pastef. En 2001, Me Wade le nomme directeur général de Petrosen. Personne n'est plus expérimenté que Macky Sall dans ce domaine (...)» La raison pour laquelle la famille Sall est en colère quand on évoque le pétrole prouve à suffisance que le jour où le peuple verra ce qui est réellement caché derrière, il (ndlr le peuple) sera surpris amèrement.» a défendu Ousmane Sonko qui ne doute point des résultats positifs que Nafi Ngom aurait obtenus lors de sa «commission» rogatoire aux Etats Unis.

D'ailleurs, à ceux qui l'accusent de ne pas respecter le devoir de réserve, Ousmane Sonko révèle avoir interpellé son supérieur, le Directeur général des impôts et domaines sur les risques qu'il encourrait en cas d'évolution de l'affaire (voir encadré).

## Ousmane Sonko et le dossier Petro-Tim

«J'ai été bien précis en disant à mon Dg (ndlr, Cheikh Bâ) que je ne m'y connais pas en exploitation pétrolière. Mais je sais que lui-même risque d'être cité en complicité si jamais cette affaire (Petro-Tim) atteint sa prescription et qu'Aliou Sall et Timis ne soient plus inquiétés dans la procédure de paiement des impôts qu'ils doivent verser au Trésor public dans le cadre de cette transaction. Si Petro-Tim et Aliou Sall ont cédé leurs 90% d'actions à Timis Corporate qui, deux mois plus tard, a à son tour cédé 60% de ses parts à Kosmos Energy à 200 milliards, la règle de trois voudrait qu'Aliou Sall ait au moins cédé ses actions à plus de 300 milliards. Et dans ce cas, ils doivent verser au moins 90 milliards au fisc. C'est dans le cadre que j'ai été convoqué devant l'Ofnac où j'ai exposé la question aux enquêteurs.»

«C'est également dans cette logique que j'ai interpellé le Directeur général des impôts et domaines quant au délai de prescription par rapport au non versement des impôts. Il le sait tout autant que moi et il laisse faire. Si ces délais expirent, je porterai plainte contre lui pour déni d'administration.»





Par Mamadou Sy Albert

# La génération de l'émergence à l'épreuve

La génération politique animatrice du long processus de l'accèsion des pays africains aux indépendances des années 1960 a eu un rêve, celui de prendre le pouvoir institutionnel et de mener, enfin, l'Afrique vers le chemin de son véritable développement. Une idée noble de libérer des peuples soumis. Elle est doublée d'une mission titanesque que partagent tous les acteurs qui ont cru possible de sortir le continent africain du sous-développement, de la dépersonnalisation et de la misère des peuples dominés. Des décennies et des décennies passèrent après le départ forcé ou négocié des anciens colonisateurs.

L'Afrique continue d'être confrontée à l'accroissement vertigineux de la pauvreté et à un approfondissement des inégalités sociales avec des milliards sortis de nulle part et des pauvres réduits à quémander la survie au quotidien.

A l'instar des nombreux plans nationaux de développement nourris dans le passé par des élites pro-occidentales incapables de rompre avec le modèle néocolonial, ceux qui réclament l'émergence 50 ans après les indépendances ont concocté eux-aussi des plans et des stratégies de croissance accélérée. Ils ne parviennent pas réellement à convaincre de la pertinence de leur alternative politique et économique. Les alternatives tournent en rond... L'émergence est un état de développement d'une économie et de ses capacités à répondre aux besoins

réels des populations, de l'État, des opérateurs privés nationaux et des partenaires acceptant de jouer avec franchise le jeu d'un développement véritablement endogène. Au regard de la tendance lourde se dessinant à l'horizon des investissements publics dans les domaines routier, infrastructurel, touristique et éducatif, il est peu probable que l'économie des pays africains atteigne un niveau d'émergence en mesure de répondre aux besoins des sociétés africaines. La raison est toute simple. L'industrialisation de l'économie africaine et la transformation qualitative de son agriculture et de son système d'enseignement constituent le passage obligatoire. La dépendance du continent noir reste l'une des causes du sous-développement en général et de la fuite des cerveaux vers des pays aux cieux supposés plus cléments. Cette tendance est trop lourde. Les milliards amoncés par l'émergence des routes auront peu d'effet sur l'économie réelle. On va probablement mieux voyager, mieux faire circuler les biens et services, le passé devra pourtant servir de leçon à nos dirigeants. L'aide publique au développement qui se chiffre en milliers de milliards de Cfa des années 1960 à nos jours, n'a pu développer ni l'économie de l'Afrique, ni sa gouvernance politique. Elle a plutôt servi à maintenir les liens de la domination et à préserver les élites au pouvoir de la révolte des peuples.

Perspective qui se dessine progressivement à l'horizon des grands projets en cours avec le contrôle total de tous les leviers des nouveaux chantiers éducatifs, économiques, industriels et agricoles, et la gouvernance institutionnelle par des États développés avec la complicité active des multinationales et des groupes financiers et industriels peu préoccupés par une émergence africaine, ne trompe que ceux qui veulent y croire. Tant que le développement économique n'est pas pensé et porté intelligemment par les forces économiques nationales et patriotiques, et le peuple souverain, l'émergence africaine ne pourra sortir de terre. Cette bataille capitale est à mener. Il faut avoir l'audace et le courage politique de la mener. La création de routes, écoles, universités, l'urbanisation et le renforcement de la démocratie pluraliste doivent être des leviers de l'émergence effective du potentiel économique africain. Ce n'est point en laissant derrière les maîtres premiers (fer, or, pétrole, gaz, arande) filer sur les autoroutes à péage et les trains à grande vitesse vers l'étranger que nos États en faillite structurelle et financière, attendront l'émergence.

# SOCIÉTÉ | FEUX SUR... PIKINE

**Zone de transit devenue département surpeuplé**  
A soixante-quatre ans, Pikine, petite localité devenue le département le plus peuplé du Sénégal, était d'abord une zone de transit pour ceux qui venaient chercher du travail à Dakar, capitale du Sénégal.

Par Charles SENGHOR

Pikine, située au terminus de l'autoroute Thiès-Dakar, non loin de la capitale, date de 1952. Département le plus peuplé du Sénégal avec plus de 1,5 million d'habitants (d'autres sources avancent le chiffre de 2 millions de personnes). Il a d'abord servi comme réceptacle pour des populations «dégénérées», exclues de l'aménagement urbain, avant d'être une zone de (sur) peuplement. Devenue une commune par le décret n° 83-1129 du 29 octobre 1983, avec la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 et le décret n° 96-745 du 30 août 1996, elle a obtenu le statut de ville avec 16 communes d'arrondissement : Diallof, Keur Massara, Djedah Thiaryo Kafo, Yemboul nord, Thiaryo/mor, entre autres.

L'on rapporte que le nom «Pikine» vient du terme P-ic. Des colons français se seraient installés dans la zone pour effectuer des travaux hydrauliques. Les populations autochtones qui venaient y chercher du travail, ayant une mauvaise compréhension du vocable, l'ont déformé, utilisant Pikine jusqu'à le rendre officiel après son adoption par les autorités.

Située au centre de la région de Dakar, Pikine est composée de sept-cents quartiers. Elle est limitée à l'ouest par la ville de Dakar, à l'est par celle de Rufisque, au nord par Guédiawaye et au sud par l'océan Atlantique. Sa superficie est de 77,5 km2, soit environ 17% des 550 km2 de la région de Dakar.

**D'ancien à régulier**  
Pikine est divisée en deux parties, «Pikine ancienne» et «Pikine régulière». Chacune d'elles a ses réalités physiques propres nées des conditions d'implantation : lotissement et assainissement régulier pour la première, une occupation spontanée du fait du relogement des populations déguerpies de certains quartiers populaires de la ville de Dakar, pour la seconde, selon une étude récente du sociologue et journaliste Patrice



Mboof, la recherche de surfaces habitables a contraint des populations entières à envahir le lit desséché de certaines anciennes rivières fossilisées. D'où les inondations qui se sont institutionnalisées et consolidées depuis 1996 avec le retour de l'humidité. Le tout alié évidemment à une absence totale d'assainissement.

## Perpétuelle mutation

Selon l'étude de Mboof, la fertilité des femmes est l'une des explications du peuplement jugé important de la ville. Elle indique en effet que 4,8% d'entre elles ont leur premier enfant avant l'âge de 15 ans, et 30% entre 15 et 17 ans. Généralement, le taux de fécondité reste important avec en moyenne 6 enfants par femme. Pour les infrastructures, la forte poussée démographique laisse peu d'espaces à l'érection d'aires de détente et de loisirs, ce qui pousse les jeunes à entrer très tôt dans la vie active. Ce phénomène limite les moments de complicité familiale et les valeurs sociales favorisant l'éducation traditionnelle d'antan, base d'une première socialisation apte à faciliter l'articulation des relations entre cohésion et entente

## Ville politique

Sur le plan politique, Pikine a toujours été bouillonnant. Son premier maire d'arrondissement était Kabirou Mboof, plus tard remplacé par Alimour Samb qui, lui-même, laissera le fauteuil à Birane Ndiaye. C'est avec la décentralisation intégrale que le socialiste Kabirou Mboof revendra aux affaires avant l'avènement du libéral Daour Niang Ndiaye à partir de 2001-2002 dans la foulée de la victoire d'Abdoulaye Wade contre Abdou Diour. Aux élections locales de 2009, Pape Sagara Mbaye de l'AFP prend la mairie au nom de la coalition d'opposition, Bemo. Et depuis 2014, c'est Abdoulaye Timbo, oncle du chef de l'Etat, qui est à la tête de la ville de Pikine.



ENTRETIEN AVEC... DR CHEIKH SOKHNA (CHERCHEUR A L'IRD)

# «Les dirigeants africains doivent régler une bonne fois le problème du paludisme»

Paludologue à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Cheikh Sokhna est le responsable de l'unité de recherche pour les maladies infectieuses et tropicales émergentes. Il est aussi enseignant chercheur à l'université de Marseille.

Par Abibatou NGOM

## Pouvez-vous nous expliquer ce qu'est le paludisme ?

Le paludisme est une maladie parasitaire liée à un parasite qu'on appelle en français plasmodium. C'est une maladie sanguine car le parasite est dans le sang de l'individu infecté. Cette maladie est causée par la pique d'un moustique du genre anophèle. Pour rappel, il y a plus de 3 500 espèces de moustiques dont 500 qui sont du genre anophèle et sur les 500 il y a 70 qui peuvent transmettre le paludisme. Par exemple au Sénégal, on rencontre une vingtaine d'espèces d'anophèles dont cinq espèces majeures pouvant transmettre la maladie. On confond souvent le paludisme avec la grippe parce que les signes cliniques sont semblables : fièvre, céphalées, l'asthénie... La grosse différence, c'est que le paludisme est une maladie due à un parasite. Donc pour le soigner, il faut un antipaludique. La grippe quant à elle est une maladie due à un virus, le virus de la grippe. Les traitements ne sont pas les mêmes.



**Quelle est l'évolution du traitement au Sénégal ?**  
Au début, on avait commencé à traiter le paludisme avec de la quinine qui est toujours efficace, les gens ont utilisé d'autres médicaments comme les tétracycles de quinoline mais en général ce sont des dérivés de la quinine qu'on utilisait. Ensuite, il y a eu la chloroquine. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que la quinine est venue au Sénégal vers les années 90. Puis on a commencé à voir qu'elle devenait de moins en moins efficace avec les premiers taux de résistance. La seule étude africaine qui a montré l'impact de la résistance de la quinine sur la mortalité de l'enfant a été faite au senegal par l'IRD. Et cette étude a montré que si on continue à utiliser la chloroquine, les enfants vont continuer à mourir. Cette étude a participé à l'abandon de la quinine par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

**Il y a eu changement en 2003.**  
A partir de 2003, oui, on a remplacé la chloroquine par une combinaison qui renferme

vaccinaux et jusqu'à présent le seul vaccin qui est sorti à la fin du pipeline est efficace à 30%, seulement et ce n'est pas compris au PEV (programme élargi de vaccination). En termes de recherche, nous avons inventé la chimio-prévention du paludisme saisonnier qui est de donner des médicaments pendant la saison des pluies à des enfants de moins de 5 ans. Et cela est efficace à 86%. Jamais un vaccin n'a atteint ce taux là et cela on l'a validé au dans beaucoup de régions au Sénégal et l'OMS l'a préconisé pour prévenir le paludisme chez les enfants.

## Pouvez-vous nous parler de l'apport de l'illumigene malaria ?

L'illumigene malaria est un moyen de diagnostic. Le docteur (Daouda) Ndiaye, je le connais très bien j'ai participé à sa formation. Il a fait ce que l'on appelle une validation, c'est-à-dire l'utiliser et constater que cela fonctionne. L'illumigene a toujours existé pour d'autres maladies. La nouveauté, c'est que c'est un outil de diagnostic qui est plus sensible. Dans le diagnostic du paludisme, il y a ce que l'on appelle la goutte épaisse, le frottis au microscope et les TDR. Mais entre les TDR et l'illumigene, la seule différence est que l'illumigene est beaucoup plus sensible mais la limite c'est que l'illumigene a aussi besoin de pile, d'électricité et de quelqu'un qui le manipule. C'est un outil qui est très bon quand on doit traquer partout le parasite.

## Un mot à l'endroit des autorités.

Les dirigeants africains doivent se concentrer sur le cas du paludisme et le régler une bonne fois. Il faut qu'ils mettent dans leur agenda politique que la lutte contre le paludisme est une priorité car c'est une maladie de pauvreté. Si vous regardez la carte de distribution de la pauvreté du monde, elle est superposable à celle du paludisme. Là où il y a la pauvreté, il y a le paludisme. Les chercheurs africains aussi doivent faire de la recherche opérationnelle pour permettre aux décideurs de participer au travail. Il faut aussi que les leaders d'opinion communiquent la-dessus pour montrer aux populations que le paludisme est banalisée mais il cause des morts.

# SCIENCES & TECHNOLOGIES

I DONNEES PERSONNELLES

## Snowden a imaginé un dispositif pour échapper à la surveillance

Le 21 juillet 2016, lors de la conférence annuelle du MIT Media Lab, un laboratoire de recherche interdisciplinaire, l'ancien analyste de la NSA, Edward Snowden, a présenté un nouveau projet : un outil pour empêcher la surveillance des téléphones.



**L**e lanceur d'alerte qui a levé le voile sur les pratiques de surveillance massives de la NSA souhaite désormais empêcher les dérives de surveillance à l'aide d'un nouveau dispositif. Le jeudi 21 juillet, lors d'une conférence du MIT Media Lab, il a présenté, avec le hacker Andrew "Bunnie" Huang, ce projet dont "le but (...) est d'offrir une vérification constante afin de savoir si votre appareil est oui ou non surveillé".

Conçu comme une coque de smartphone, l'inspection engine serait capable de se connecter aux antennes internes d'un téléphone pour déterminer si l'appareil est surveillé ou "si une transmission est en cours", souligne le site américain Wired.

## “Une assurance tous risques”

Le lanceur d'alerte est réfugié en Russie en août 2013. C'est en 2015 qu'il contacte le hacker américain Andrew "Bunnie" Huang. "C'est l'un des informaticiens que je respecte le plus au monde", a déclaré Snowden au sujet de ce pirate installé à Singapour depuis 2012. L'objectif des

deux collaborateurs est d'être prêt à contrer les gouvernements et leur arsenal de surveillance. Ils ne se sont jamais rencontrés en face à face.

Le dispositif qu'ils ont imaginé s'inscrit dans la volonté d'Edward Snowden de mettre fin à la surveillance généralisée. Le problème actuel étant que les smartphones en mode avion, précise Edward Snowden, peuvent être traqués et surveillés. "même en mode avion", précise Edward Snowden. Notre approche est la suivante : les adversaires étatiques sont puissants, il faut donc partir du principe que les téléphones sont compromis."

## Protéger les journalistes

Comme le souligne Wired, "il s'agit d'un problème qui concerne personnellement Snowden". Depuis 2013, l'ancien employé de la NSA n'a pas pu avoir de smartphone. "Les appareils sans fil sont ma kryptonite", dit-il.

Wired relate l'histoire de la création du dispositif : «Quand Edward Snowden a rencontré des journalistes, dans son hôtel de Hong Kong, pour dévoiler les secrets de la NSA, on sait qu'il a demandé aux journalistes de poser leur téléphone

dans le réfrigérateur pour bloquer tout signal radio pouvant être utilisé pour discrètement activer les micros ou caméras des appareils. Il n'est donc pas surprenant que, trois ans plus tard, il revienne à cette question de la surveillance téléphonique.

Aujourd'hui, le dispositif de Snowden est beaucoup plus compact qu'un minibar d'hôtel."

L'appareil devrait surtout être utile aux journalistes, premières victimes de la surveillance gouvernementale : "Un bon journaliste au bon endroit au bon moment peut changer l'Histoire. Cela fait d'eux des cibles, et beaucoup de leurs outils sont utilisés contre eux."

Les deux créateurs donnent notamment l'exemple de Marie Colvin, la correspondante américaine tuée en Syrie en 2012. Le gouvernement syrien avait alors pu localiser son téléphone portable. Wired rappelle que "la famille de Colvin a déclaré qu'elle avait été localisée grâce à ses derniers mails et tuée dans un bombardement ciblé par le régime d'Assad pour avoir rendu compte de victimes civiles".

### Accusé de faux, Ali Bongo obtient le soutien inébranlable de l'Elysée

Dans une lettre officielle obtenue par Mediapart, la présidence de la République a pris fait et cause pour le président du Gabon dans l'affaire de son état civil, objet de vives tensions à Libreville à l'approche de l'élection présidentielle du 27 août 2016.



C'est un courrier qui engage la France dans un dossier africain très sensible sous tous les angles : politique, diplomatique et judiciaire. Dans une lettre officielle

obtenue par Mediapart, la présidence de la République française a pris fait et cause pour le président du Gabon, Ali Bongo, dans l'affaire de son état civil, objet de vives tensions à Libreville à l'approche de l'élection présidentielle du 27 août prochain.

Elu président du Gabon en 2009, au terme d'un processus électoral contesté, Ali Bongo est soupçonné d'avoir fabriqué un faux acte de naissance pour pouvoir se présenter à la magistrature suprême de

son pays et, ainsi, succéder à son père Omar Bongo, qui a dirigé pendant 42 ans ce puissant confetti d'Afrique, par ailleurs bastion historique de la Françafrique. Il est aujourd'hui suspecté de vouloir récidiver pour se maintenir à son poste.

Mais en dépit de doutes de plus en plus persistants sur l'authenticité de l'état civil d'Ali Bongo et d'une enquête de justice diligente en France sur le sujet, l'Elysée a très vite choisi son camp. La conseillère Afrique du président de la République, Hélène Le Gal, a fait savoir, dès le mois de juillet 2015, dans une lettre envoyée à

des membres de l'opposition gabonaise, qu'«aucun doute ne saurait exister quant à l'authenticité» de l'acte de naissance litigieux. «Rien ne peut étayer, aux yeux

des autorités françaises, la qualification d'imbricatio administratif et juridique», selon la conseillère de François Hollande.

#### Hélène Le Gal, la voix Afrique de Hollande

Officiellement, Ali Bongo est né le 9 février 1959 à Brazzaville, alors sous gouvernement français. Seulement voilà,

il serait en réalité originaire du Biafra (Nigeria) où il aurait été adopté par Omar Bongo à la fin des années 1960, selon le journaliste et écrivain Pierre Péan, qui a développé cette thèse dans son livre Nouvelles Affaires africaines (Fayard), paru fin 2014.

L'affaire est tout sauf anecdotique. La Constitution gabonaise, rédigée sous le règne d'Omar Bongo, stipule en effet que «toute personne ayant acquis la nationalité gabonaise ne peut se présenter comme candidat à la présidence de la République». Si Ali Bongo était bien originaire du Biafra, donc nigérian de naissance, sans être le fils biologique de son père, l'élection de 2009 serait par conséquent inavide et il ne pourrait pas, en pratique, concourir à celle du 27 août prochain.

Depuis les premières informations publiées, de nombreux éléments sont venus conforter l'hypothèse d'une forgerie d'état. Le plus spectaculaire réside peut-être dans l'aveu fait par Ali Bongo lui-même, le 11 janvier 2015, lors d'un entretien avec la radio RFI, durant lequel le président gabonais avait reconnu avoir fourni de «faux documents» à la commission électorale de son pays pour pouvoir se présenter en 2009.

L'affaire a naturellement rebondi en France, Ali Bongo étant officiellement né en 1959 au temps du gouvernement de l'Afrique équatoriale française (AEF), dont les archives d'état civil se trouvent à Nantes. L'acte de naissance de l'intéressé y a été retrouvé en novembre 2015, sans que, pour autant, les doutes s'amenuisent sur son authenticité. Au contraire : le document est dissemblable en de nombreux points à un précédent acte fourni par la présidence gabonaise au journal Le Monde et il ne comporte, par ailleurs, aucun tampon officiel, contrairement à d'autres actes de naissance de l'époque.

Mais il y a mieux. L'acte de naissance d'une sœur d'Ali Bongo, Annick, obtenu par Mediapart, est lui aussi de nature à débrayer la possible fable franco-gabonaise. Ce document stipule en effet qu'Annick Bongo serait née le 19 juillet 1959, du même père mais survenue de la même mère qu'Ali Bongo. C'est-à-dire moins de six mois après la naissance supposée de celui-ci, en février. Physiologiquement, c'est impossible.

#### Ali Bongo, «seul à n'avoir pas fourni un acte...»

Dans le cadre de l'hérédité houloux d'Omar Bongo (qui a eu une cinquantaine d'enfants), Ali Bongo est d'ailleurs le seul à n'avoir pas fourni aux notaires chargés du dossier un acte de naissance en bonne et due forme, comme



Mediapart l'a déjà raconté.

Au Gabon, l'opposition à Ali Bongo tient tant bien que mal d'empêcher la candidature du président sortant. Début juillet, une large coalition de candidats a publié un communiqué pour s'indigner des «manœuvres» de la commission électorale gabonaise, qu'elle accuse d'avoir modifié discrètement les règles de candidature pour favoriser celle d'Ali Bongo. «Nous réaffirmons notre détermination à voir la Constitution et l'ensemble du corpus juridique s'appliquer à tous, sans exception ni état d'âme», ont affirmé d'une même voix les signataires.

La Cour constitutionnelle du Gabon a été saisie, sans que beaucoup d'espoirs ne soient pour autant nourris par l'opposition, qui décrit régulièrement des institutions judiciaires totalement soumises au régime en place. La tension est aujourd'hui à son comble à Libreville, à moins d'un mois de l'élection présidentielle (à un tour). Comme le montre un document du 8 juillet 2016 émanant de l'état-major général des forces armées gabonaises, le pouvoir a déployé un important arsenal de surveillance sous couvert de lutte contre des «groupes terroristes». L'opposition craint que ce dispositif, qui vise à «surveiller» et «aggraver» tous les mouvements suspects sur l'ensemble du territoire national», ne soit en réalité mis en œuvre par le régime



pour empêcher toute manifestation et expression publique hostile à Ali Bongo. De fait, l'Agence France-Presse (AFP) a fait état, le 24 juillet, d'une violente répression policière contre une manifestation pacifique de l'opposition. Plusieurs centaines de personnes

avaient pris part à un rassemblement à Libreville pour protester contre la candidature d'Ali Bongo, précisement du fait des soupçons qui pèsent sur son état civil et la légalité de son mandat. Un caméraman de l'AFP a été tabassé. La manifestation s'était tenue près du rond-point de la Démocratie – c'est son nom – et les forces de l'ordre ont commencé à charger quand les membres de l'opposition ont entamé l'hymne national, baptisé... La Concorde. La poudre gabonaise suscite désormais des inquiétudes à l'échelle internationale. Le secrétaire général adjoint des Nations unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, a fait part de sa «profonde préoccupation» après un séjour ce mois-ci au Gabon. La Chambre des représentants des Etats-Unis vient de son côté de prendre une résolution enjoignant au gouvernement gabonais de «respecter les principes démocratiques» pour l'élection présidentielle, s'inquiétant des «griets sur le respect de la Constitution» au sujet de l'affaire de l'acte de naissance. La France, elle, n'a pas encore trouvé les mots pour s'émouvoir. (Mediapart)



| NOUS AVONS AIMÉ...

«LE CONTRAT CITOYEN» (LAMINE DIACK DIOUF)

## De l'importance d'un leader charismatique, visionnaire et cultivé

Dans cet essai offensif sur la réduction des inégalités politiques et socio-économiques, l'auteur aborde avec réalisme les problèmes contemporains après une critique objective du passé

Par Ali Hassane SALL

D e nos jours, le débat politique est plutôt pollué par la rhétorique, la haine, la jalousie et l'envie, relève Lamine

Diack Diour dans son ouvrage intitulé «Le contrat citoyen». Il y constate que l'investiture n'est pas le fruit de la réflexion mais celui de la passion laquelle conduit à l'aveuglement. «Les confrontations intellectuelles doivent être le reflet de l'intelligence. Elles doivent produire de la pertinence. Tout échange d'idées doit refléter la magnanimité intellectuelle. L'objectif de la politique est la conquête du pouvoir en vue d'expérimenter des théories économiques et sociales élaborées en dehors des partis politiques», dit-il dans l'essai.

La difficulté réside dans le fait que «les théories évoluent et changent en fonction des échecs répétés et perpétuels de ceux qui se font décrire comme des géants de la politique que sont nos chefs d'Etat». S'il est vrai que «les peuples, toujours pleins d'espoir, assument l'erreur de leur choix sur les hommes», ils ne perçoivent néanmoins pas toujours «à remettre en cause les orientations économiques et l'organisation sociopolitique de nos sociétés (...)». Sous cet angle là, «les institutions du monde ne se moderniseront jamais si la décision revient exclusivement aux politiciens», avertit cet acteur de la société civile. C'est pourquoi, dans sa vision, l'impératif de «démocratiser ces institutions sera la bataille des années 2000».

Pour l'auteur de cet ouvrage édité par



cette pratique a été utilisée récemment avec la naissance des écoles d'élite : Ecole nationale d'administration (Ena), Hautes études commerciales (Hec), Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam), Sciences po...

### «Le parti souverain»

Avec les partis politiques, Diour constate qu'ils ont supplanté le peuple. Et par la suite, la République est devenue l'otage du parti (au pouvoir), une sorte de machin vu comme une «institution privée et partisane au cœur de la République, qui domine et contrôle toutes les institutions». Du fait de sa position, «il étouffe par ses tentacles, l'administration, le parlement et la justice. Le parti, cet usurpateur de la légitimité populaire, exerce en vérité la souveraineté du peuple», indique-t-il. «Il est omniprésent et omnipotent. Nous savons tous que les partis n'ont plus d'idéologies. La seule motivation du militant reste les luttes pour se

L'Harmattan, «la politique doit avoir pour objectif de trouver des solutions concrètes aux problèmes de la société. Diriger un pays doit être un sacerdoce. Les dirigeants doivent être dotés de hautes qualités intellectuelles, spirituelles, philosophiques et morales» ajoute-t-il.

Comment rendre efficace le pouvoir exécutif ? Selon l'auteur, il est essentiel qu'il ait à sa tête un leader charismatique, visionnaire et cultivé, entouré d'hommes compétents et honnêtes. Pour élayer son propos, il convoque Platon qui avait institué les âmes d'or pour choisir les futurs dirigeants et les former dès le bas âge. Dans le même ordre d'idées, il relève que

# Nouveauté !

Avec votre carte bancaire Joni Joni, retirez de l'argent dans plus de 12 000 points de vente.



1 Envoyez par sms votre montant à retirer au

**22 345**

2 Recevez immédiatement un code joni joni

3 Retirez votre argent au point le plus proche

Carte utilisable à partir

de votre téléphone portable

Application disponible sur



Service Client : 33 864 93 00



## Un «Penc» en droite ligne du Fesman de 1966

La conférence internationale sur le Musée des civilisations noires (McN) vient de s'achever à Dakar, avec pour objectif de dessiner les contours d'une infrastructure appelée à être «différente» du modèle occidental «qui ne nous parle pas».

Par Charles TH. SENGHOR

La conférence internationale sur le musée des civilisations noires (McN) s'est déroulée du 28 au 30 juillet

2016 à Dakar. Pres d'une centaine d'intellectuels de haut niveau dont la moitié environ venue de l'étranger y ont pris part pour donner un contenu au MCN. «Cette rencontre a pour objectif de définir l'état des lieux des civilisations noires, d'en circonscrire les contours et la complexité afin d'établir un schéma satisfaisant quant au contenu du musée ; d'établir un modèle pour le musée des civilisations noires dans la cartographie des musées du 21<sup>e</sup> siècle ; dégager tous les aspects et les spécificités du musée et définir un canevas de travail en tenant compte de sa dimension évolutive (...)», a déclaré le Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar qui était à la tête du comité scientifique.

Pour Ibrahim Thioub, cette représentation est d'une importance capitale «puisque avec le musée des civilisations noires, le Sénégal offre au monde la note manquante de la symphonie inachevée que fut le 1<sup>er</sup> festival mondial des arts nègres (Fesman) ». Et dans la foule, le Pr Iba Der Thiam a soutenu

que «ce musée vient combler une lacune et réparer une injustice faite à notre continent et à ses peuples». Dans ce sens, le Premier ministre Mahamad Boun Abdallah Dionne a synthétisé les fonctions de l'infrastructure. «Le musée des civilisations noires doit jouer un rôle essentiel dans l'information et surtout l'éducation des jeunes. Sa vocation doit être de leur inculquer, à partir des médiums de notre temps, nos valeurs et civilisations, notre capacité de résilience et notre conviction de l'émergence qui est irréversible».

### «Un Penc»

Pour l'heure, le public devra encore attendre avant de découvrir l'architecture intérieure de ce Musée bâti par les Chinois et dont le design augure de la beauté intérieure. Son directeur, Hamady Ba veut en donner l'exclusivité de la curiosité au président de la République. Pour autant, M. Ba nous a donné un petit aperçu de «ce bijou» qui sera différent des autres. «C'est un musée totalement atypique parce qu'on fonctionne avec des galeries ouvertes et des galeries fermées.

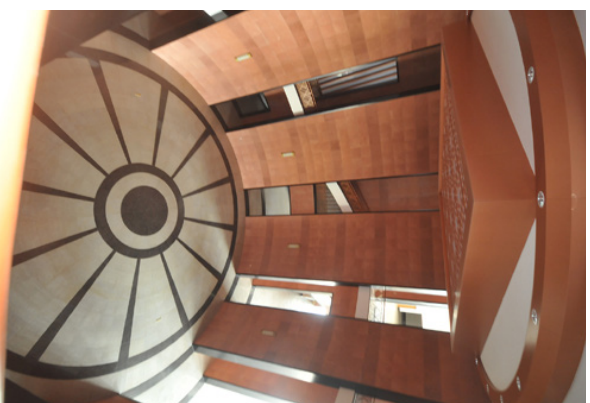
Dans tous les musées du monde on a des galeries fermées. On est là devant l'objet et sa scénographie».

Revenant sur la différence d'avec les autres musées, M. Hamady Ba explique que dans ceux existant au Sénégal, notamment à Dakar, on n'y voit pas d'Africains pour la simple raison que ces musées ne nous parlent pas.

Ils sont faits «sur le mode occidental, pour des cultures occidentales qui voulaient nous découvrir d'une certaine manière et on a fini par réduire la culture africaine en masques».

Or, «la culture est beaucoup plus vaste et n'est surtout pas dans le rétroviseur».

La nouvelle direction envisage donc d'y tenir «des rencontres dynamiques où nous partageons nos cultures avec des Antillais, des Ivoiriens, ceux qui vivent dans les banlieues parisiennes, de Harlem (...) pour nous découvrir entre nous». A cette fin, des galeries seront ouvertes, «une espèce de Penc».



Crédit Mutuel du Sénégal

Le service financier de proximité

Simplifiez votre quotidien  
avec la carte prépayée

VISA BAOBAB®



- ✓ Paiement de salaires
- ✓ Paiement de bourses d'études
- ✓ Paiement aux commerçants nationaux et internationaux
- ✓ Retrait GAB au Sénégal et à l'étranger
- ✓ Paiement sur internet



Ligne Info: +221 33 859 86 00  
Siteweb: www.cmts.sn





JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE

# Gagnez la 4x4 Fiat 500x



Payez, rechargez et retirez de l'argent<sup>(\*)</sup>  
et gagnez cette superbe **Fiat 500x**  
by **Carrefour Automobiles**



**+ GAGNEZ**  
**1 million de francs**  
de recharge par semaine

Photo non contractuelle \* Faites plus de 06 transactions de plus de 10 000 Fcfa \*\* 05 détenteurs de la carte Joni Joni recevront 200 000 Fcfa /semaine

  
Carrefour Automobiles  
**33 839 86 86**

